

LA LETTRE DE JUSTICE ET PAIX

MERCI MGR JACQUES BLAQUART, BIENVENUE MGR BRUNO FEILLET

Justice et Paix France adresse un salut fraternel et reconnaissant à Mgr Jacques Blaquart, président puis évêque référent au moment où il achève son ministère parmi nous. Il a toujours porté avec conviction la voix de l'Église sur les questions de justice sociale, de solidarité, de paix et de fraternité. Son attention aux plus fragiles, son sens du dialogue et son attachement à la dignité de toute personne ont nourri la réflexion et l'action de notre commission. Nous lui exprimons notre profonde gratitude et lui souhaitons de poursuivre son chemin au service de l'Évangile.

Nous accueillons Mgr Bruno Feillet, appelé à prendre le relais à compter du 1^{er} septembre 2026, et le remercions d'avoir accepté cette mission. Évêque auxiliaire de Reims de 2013 à 2021, puis évêque de Séz, président du conseil Famille et Société de la Conférence des évêques de 2018 à 2024, il s'est particulièrement investi dans les questions touchant à la famille, à l'accompagnement des personnes et aux défis éthiques de notre temps. Dans le passé, il a déjà collaboré aux réflexions de *Justice et Paix France* sur les enjeux de l'arme nucléaire.

Nous lui souhaitons la bienvenue et l'assurons de notre soutien fraternel et de notre prière.

Sylvie Bukhari-de Pontual, JPF

MAGNIFICA HUMANITAS

L'encyclique *Magnifica humanitas* a été commentée par de nombreux médias généralistes ainsi que par un certain nombre d'analyses universitaires. Son impact se mesure bien au-delà des médias confessionnels ou des auteurs catholiques.

De nombreuses réactions se trouvent sur la page *Wikipedia* «Magnifica humanitas», où le *Wall Street Journal* qualifie l'encyclique de «*texte appelé à définir le pontificat de Léon*», soulignant qu'elle était «*attendue depuis longtemps*» en tant qu'enseignement moral utile pour les décideurs politiques et les groupes confessionnels.

Le journal *Le Monde* y consacre différents articles de la rédaction: analyse du contenu politique et social de l'encyclique, notamment sur l'IA, la place publique de la religion et la doctrine sociale. On citera par exemple:

- ▶ Alberto Melloni, historien: «*Avec son encyclique, Léon XIV ne se borne pas à lancer qu'“un autre monde est possible” : il nous appelle à bâtir cet autre monde.*»
- ▶ Sarah Belouezzane: Le pape Léon XIV appelle à «*désarmer l'intelligence artificielle*», alors que «*le pouvoir technologique prend un visage inédit*».
- ▶ «*IA, paix et humanité, le retentissant avertissement du pape*»: l'équipe éditoriale y voit un «*retentissant avertissement*», mais déplore «*qu'il faille une autorité religieuse pour rappeler avec force des principes humanitaires, qui devraient être défendus par tous les régimes démocratiques*»!

C'est aussi vrai des grands quotidiens étrangers de référence ou d'agences de presse:

- ▶ *The Guardian*, couverture critique de l'encyclique sous l'angle de la régulation de l'IA, du pouvoir des grandes entre-



© Vatican media

prises technologiques et des questions de justice sociale.

- ▶ *Associated Press (AP)*, présentation journalistique centrée sur les implications internationales de l'appel du Pape à une régulation robuste de l'intelligence artificielle. *AP* est une agence de presse généraliste indépendante.
- ▶ *El País*: «*Magnifica Humanitas, un documento para el ser humano*». Un éditorial d'opinion qui analyse le texte à partir des enjeux de l'économie numérique et du «colonialisme numérique».

Et parmi de nombreuses réactions politiques:

- ▶ Jean-Noël Barrot, ministre des Affaires étrangères, a lui aussi salué l'encyclique du pape Léon, y voyant une invitation à la réflexion autant qu'à l'action.
- ▶ Plus surprenant, JD Vance (vice-président américain) a salué un texte «*très profond*» et un «*guide moral*» nécessaire pour aborder les enjeux de l'intelligence artificielle. Il a estimé que si l'humanité traversait avec succès l'ère de l'IA, ce serait «*en grande partie grâce au leadership moral du Pape et de l'Église*». Il a aussi reconnu que l'encyclique appelle à dépasser le concept de «*guerre juste*», en décalage avec la position de l'administration Trump.

À la lumière de l'encyclique, nous vous invitons à rechercher toutes ces analyses et réflexions.

Merci à Marion Chevalier,
Service Veille & Documentation de la CEF

UN MESSAGE DES ÉVÊQUES ANGLO-GALLOIS : « APPELÉS À ÊTRE ARTISANS DE PAIX »

Le pape Léon XIV consacre le chapitre 5 de sa toute récente lettre encyclique *Magnifica humanitas* (MH) – Sur la protection de la personne humaine à l'ère de l'intelligence artificielle (IA), 15 mai 2026 – à la paix, « condition du bien commun universel, banc d'essai de la maturité morale des peuples » (MH 182). Il y invite l'Église à adopter un « style synodal » (MH 86). Or quelques conférences épiscopales proposent des pistes de réflexion et d'action sur la paix, notamment la Conférence des évêques catholiques d'Angleterre et du Pays de Galles (CBCEW).

Une approche catholique du contrôle des armes et du désarmement

En mai 2024, la CBCEW a produit le document *Called to be peacemakers*: « Appelés à être artisans de paix, une approche catholique du contrôle des armes et du désarmement »^[1]. Cet article est une invitation à le lire, spécialement en France: nos deux pays présentent bien des analogies et partagent des accords de politique étrangère et de défense.

Ayons également en tête l'entame du chapitre 5 de *Magnifica humanitas* évoquant nouveaux outils et risques: « *Après avoir examiné comment l'IA transforme certains aspects de la vie et de la société, avec de graves répercussions sur la dignité humaine, il est nécessaire de tourner notre regard vers un domaine encore plus dramatique: la guerre. Ici, la question ne concerne pas seulement l'efficacité de nouveaux outils, mais le risque que la technique, dissociée de l'éthique et de la responsabilité, rende plus rapide et impersonnelle la décision sur la vie et la mort, et présente le recours à la force comme une option immédiate et réalisable* » (MH 182).

On développe et connecte des systèmes d'armes sans cesse innovants: avions de combat et sous-marins furtifs, missiles hypersoniques, missiles à têtes multiples pouvant frapper indépendamment des cibles distinctes, munitions téléopérées, drones de tous acabit, armes à énergie dirigée (laser ou électromagnétique), systèmes connectés (*cloud* de combat, essaim de drones et/ou de robots armés), brouillage et « leurrage »,



Bombardiers nucléaires B-52, démantelés à la suite de la signature de l'accord START © United States Defense Threat Reduction Agency (DTRA),

capteurs et calculateurs quantiques, cryptographie post-quantique, usage de l'IA en cours d'opération (cartographie, détection des cibles, etc.).

Aux théâtres d'opération classiques –terre, air, mer– s'ajoutent de nouveaux espaces de conflictualité:

- l'espace extra-atmosphérique [10 000 satellites actifs en 2025 contre 1 000 en 2010]: satellites d'observation et de communication tactique, de surveillance et d'action déplaçables sur orbite, brouilleurs (laser aveuglant);
- les fonds marins (99% des flux d'information intercontinentaux transitent par des câbles sous-marins): robots téléopérés et drones sous-marins; découpe de câbles, lutte antimines, combats sous-marins;
- le cyberspace.
- Ne faut-il pas ajouter économie, finances et monnaie? Une part de l'épargne mondiale, par exemple, est aspirée par des investissements dans la guerre ou par les entreprises d'IA, créant des valorisations délirantes (économisme irrationnel et euphories artificielles (MH 206-207).

Toujours dans *Magnifica humanitas*, Léon XIV aborde la question sous l'angle de l'intelligence artificielle. « *La révolution numérique est en train de modifier la grammaire des conflits. La guerre visible côtoie désormais des formes hybrides: cyberattaques, manipulation de l'information, campagnes d'influence, automatisation des décisions stratégiques. L'IA intervient dans ces processus comme un facteur d'accélération, dans un contexte où de nombreuses technologies sont intrinsèquement ambivalentes: ce qui est conçu pour défendre peut rapidement être converti en attaque, et la frontière entre protection et agression tend à s'estomper. L'IA peut renforcer la défense et la protection des civils, mais elle peut aussi abaisser le seuil du recours à la force, rendre les responsabilités opaques, alimenter une culture où l'ennemi est réduit à une donnée et la victime à un "dommage collatéral". Face à ces transformations, nous devons nous référer aux principes de la Doctrine sociale...* » (MH 183).

Royaume Uni et France : un partenariat de politique étrangère et de défense

Royaume-Uni et France sont deux puissances moyennes (PIB: 5^e et 7^e rang mondial; 5^e et 3^e partenaire commercial de l'autre), appartenant à l'OTAN (1949), participant jusqu'au *Brexit* (2016/2020) à la Politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne (art. 42). Les deux États sont dotés de l'arme nucléaire (*EDAN*) dans le cadre du TNP. Ils sont membres

[1] Le texte (original et traduction) est disponible sur le site de Justice et Paix France :

<https://justice-paix.cef.fr/wp-content/uploads/2026/06/called-to-be-peacemakers-.pdf>

<https://justice-paix.cef.fr/wp-content/uploads/2026/06/final-fr-vevques-gb-galles-mai-2024-appeles-a-etre-artisans-de-paix-ap.pdf>

permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (ayant droit de *veto*), du G7 et du G20. Leur arsenal nucléaire est du même ordre (environ 225 et 290 ogives). Ils sont les 7^e et 2^e exportateurs mondiaux d'armes (SIPRI, *Yearbook 2025*).

Une tradition lie les deux pays: Entente cordiale, Traité de Dunkerque (1947), Accords de Saint-Malo (1998), du Touquet (2003). «*En 2010, dans un contexte d'austérité budgétaire, le gouvernement de coalition britannique a évoqué la possibilité de renoncer au renouvellement de sa dissuasion*»^[2]. Finalement, il a choisi de coopérer avec la France avec les deux Traités de Lancaster House (2 novembre 2010), l'«*Entente frugale*» selon le *Daily Mail*. Le premier traité crée des capacités de simulation partagées dans le domaine nucléaire: les installations communes Teutates (TDC à Aldermaston, Epure à Valduc). Le second instaure un partenariat à long terme de défense et de sécurité (force expéditionnaire conjointe, coopération technologique et industrielle, échanges d'information et de personnels, exercices et opérations militaires communs, systèmes de lutte contre les mines, interopérabilité...). Au Sommet de Standhurst (2018), les deux pays ont adopté un pacte de politique étrangère et de développement, engageant un dialogue stratégique annuel sur les menaces cyber.

Les traités ont été actualisés – sous l'appellation *Lancaster House 2.0* – le 10 juillet 2025: soutien actif à l'Ukraine, au cessez-le-feu à Gaza et à la solution à deux États; accord de coordination nucléaire renforcé, collaboration étendue à l'espace, au cyber, à l'armement complexe, à l'IA: autant d'évolutions relevées par Léon XIV (cf. *MH 183, supra*). Les deux pays conservent leur souveraineté nucléaire. Le Royaume-Uni est ancré dans l'écosystème capacitaire américain et va augmenter son arsenal. Le Président français a mis fin au principe de stricte suffisance, décidé d'augmenter l'arsenal nucléaire, dévoilé le concept de dissuasion avancée étendant le parapluie nucléaire français à l'Europe (2 mars 2026).

Mais il y a un risque: la technique dissociée de l'éthique et de la responsabilité

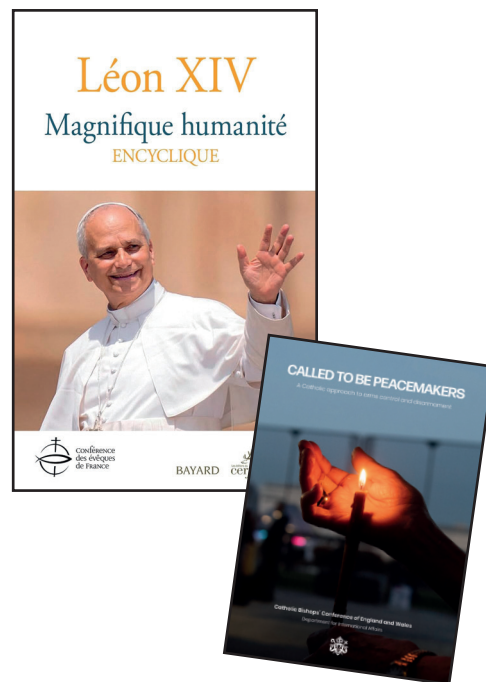
Le texte épiscopal anglo-gallois (mai 2024) s'adresse aux chrétiens du Royaume-Uni^[3]: «*Nous assistons à des changements technologiques dans la façon dont les gens se battent et s'entretiennent, mais les principes de notre foi restent cohérents. Les aspects de l'enseignement social catholique exposés ici fournissent un guide important, alors que nous évoluons au milieu de ces mutations.*»

«*En tant que chrétiens, nous sommes appelés par Jésus à être des artisans de paix (peacemakers, Mt 5,9). Dans le monde moderne, un aspect essentiel de cette mission consiste à œuvrer pour limiter la prolifération des armes et faire avancer la cause du désarmement mondial.*»

Le texte opère un tour d'horizon de conflits significatifs de la «*3^e guerre mondiale par morceaux*», et conclut: «*tant d'actes de violence... ne sont possibles que grâce aux armes modernes*». Il situe la responsabilité du Royaume-Uni et renvoie à de nombreux textes du Vatican (cf. les notes du texte anglais).

Les évêques énoncent trois appels de l'Église: «*(I) au désarmement nucléaire – en tant qu'Église catholique en Angleterre et au Pays de Galles, nous avons une responsabilité particulière dans la réponse à l'appel du pape François à contrer la logique de la peur et à favoriser un climat de confiance et de dialogue –; (II) au désarmement général et complet – éliminer toutes les armes de destruction massive, réglementer les armes conventionnelles, réduire les dépenses militaires, renforcer les mécanismes de paix – (III) à mettre les technologies émergentes au service de l'humanité*».

Les évêques cherchent à ce que le Royaume-Uni répare les dommages liés aux essais nucléaires, abandonne à terme l'arsenal nucléaire, remplisse ses obligations au titre du TNP, signe



et ratifie le Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN), à tout le moins y participe comme observateur.

Ils invitent le pays à s'engager dans le désarmement, à réorienter les dépenses vers la promotion de la paix et du développement humain intégral, à se désengager du commerce mondial des armes – tout en protégeant ceux qui travaillent à la fabrication des armes – et de l'investissement dans l'industrie de l'armement.

Ils encouragent le Royaume-Uni à remplir les obligations souscrites dans divers traités internationaux (armes biologiques, chimiques, à sous-munitions, interdiction des mines) et à œuvrer à leur mise en œuvre universelle, à promouvoir de nouveaux traités (moratoire sur le développement et l'utilisation des systèmes d'armes létales autonomes...), à prévoir un accompagnement pastoral spécifique pour ceux au service des drones armés, à redéployer les investissements en technologie servant le bien commun de l'humanité, à protéger l'espace extra-atmosphérique et le cyberspace.

Et l'on retrouve le pape Léon XIV qui en appelle au réalisme: «*transformer l'interdépendance croissante et subie entre les peuples en une solidarité voulue et choisie*» (*MH 186*).

Alain Paillard
membre associé JPF

[2] ASSEMBLÉE NATIONALE, *Rapport sur le bilan des accords de Lancaster House*, 29 octobre 2020.

[3] La conférence épiscopale d'Écosse est aussi très engagée. Les sous-marins nucléaires du Royaume-Uni sont basés à Faslane en Écosse.



LA POLITIQUE MIGRATOIRE DANOISE ET SES IMPLICATIONS POUR L'ÉGLISE CATHOLIQUE AU DANEMARK

En matière de migration, on pourrait dire que le Danemark adopte

une double approche. D'une part, depuis le début des années 2000, le pays s'est forgé une réputation au sein de l'UE pour ses politiques d'immigration restrictives, et plusieurs gouvernements considèrent désormais le Danemark comme un modèle en la matière. D'autre part, les décideurs politiques sont de plus en plus conscients des défis démographiques du pays, notamment la diminution de sa population active, et prennent donc des mesures pour attirer la main-d'œuvre étrangère. Un exemple récent, largement débattu, est le projet danois de recruter des professionnels de santé aux Philippines et en Inde afin de pallier les pénuries prévues dans le secteur de la santé. De même, il convient de noter que des secteurs tels que la construction, le tourisme et les services dépendent fortement des travailleurs migrants pour leur fonctionnement. En effet, selon l'Agence danoise pour le marché du travail et le recrutement, le nombre d'étrangers employés s'élevait à 436 390 en avril 2026 sur 6 millions d'habitants.

Il est important de noter que cette approche, qui établit une nette distinction entre demandeurs d'asile et travailleurs migrants, ne se limite pas à un seul parti politique, mais reflète un consensus plus large au sein de l'échiquier politique danois. Les premiers signes indiquent également une continuité au sein du nouveau gouvernement de coalition formé le 3 juin, qui devrait suivre une voie similaire en combinant un contrôle strict de l'immigration et des efforts ciblés pour attirer les travailleurs étrangers. Un facteur clé de cette évolution réside dans l'approche adoptée par la Première ministre Mette Frederiksen, du parti social-démocrate, qui effectue actuellement son troisième mandat consécutif. Elle s'est activement employée à intégrer des politiques d'immigration traditionnellement associées à la droite. De cette manière, elle est parvenue relativement bien à limiter l'attrait électoral des partis d'extrême droite, qui ont ailleurs en Europe pourtant gagné du terrain grâce à des politiques d'immigration restrictives.

En tant que bras social de l'Église catholique au Danemark, au Groenland et aux îles Féroé, Caritas Danemark se concentre sur le soutien aux personnes les plus démunies. Il s'agit notamment des travailleurs migrants, souvent en situation de précarité sur

le marché du travail danois. Cette précarité peut se traduire par de mauvaises conditions de travail, une perte d'emploi soudaine, mais aussi des difficultés en dehors du cadre professionnel. De nombreux travailleurs migrants ne sont pas pleinement conscients de leurs droits alors qu'ils rencontrent des difficultés d'accès au marché du logement, aux services de santé et manquent de relations sociales, ce qui les isole et les empêche de s'orienter dans des systèmes qu'ils ne connaissent pas. Pour y remédier, Caritas Danemark propose un accompagnement, une assistance juridique et un soutien social aux travailleurs migrants en situation de vulnérabilité. À travers des initiatives telles que la maison d'accueil des migrants et le dispensaire de Caritas, tous deux situés à Copenhague, l'organisation offre un accompagnement pratique et un accès aux services essentiels, notamment au soutien communautaire et aux soins de santé de base.

Face à la demande croissante de main-d'œuvre étrangère, le besoin de mécanismes de soutien social s'est accru en conséquence, et le rôle de Caritas Danemark est devenu de plus en plus important. Dans les faits, ce sont souvent des organisations de la société civile comme Caritas qui prennent en charge l'accueil social des travailleurs migrants. Nombre d'entre eux connaissent déjà Caritas dans leur pays d'origine et se tournent donc naturellement vers l'organisation en cas de difficultés. Ce phénomène est renforcé par le fait que l'Église catholique au Danemark est elle-même une Église minoritaire, largement composée de migrants et de réfugiés.

Ces dernières années, Caritas Danemark a activement contribué aux débats publics sur l'immigration par le biais de tribunes et d'actions de plaidoyer, appelant les décideurs politiques et les acteurs du marché du travail à redoubler d'efforts pour garantir un accueil social complet aux travailleurs migrants, tant sur leur lieu de travail que dans la société en général. Parallèlement, l'organisation a insisté sur la nécessité de reconnaître les travailleurs migrants comme des individus dotés d'une dignité intrinsèque, et non comme une simple solution à la pénurie de main-d'œuvre. Elle a également plaidé pour des voies de migration plus sûres, ainsi que pour des procédures d'asile et des conditions d'accueil plus respectueuses de la dignité humaine.

Maria Krabbe Hammershøj, Coprésidente de Justice et Paix Europe et Secrétaire générale de Caritas Danemark

Le Hors-série n°5 de la *Lettre de Justice et Paix*, consacré au Soudan du sud, est disponible sur le site internet

<https://justice-paix.cef.fr/lettre/hors-serie/hors-serie-n5-le-soudan-du-sud/>

JE SOUTIENS JUSTICE ET PAIX FRANCE, en faisant un don :

- par chèque bancaire à l'ordre de Justice et Paix – 58 avenue de Breteuil, 75007 Paris.
- par virement IBAN FR76 1820 6002 9412 8907 4400 188 / BIC : AGRIFRPP882
- DON euros
- Je souhaite recevoir un reçu fiscal.

Nom, Prénom :

Adresse :

CP : Ville :

Adresse e-mail :

JUSTICE ET PAIX FRANCE

58 avenue de Breteuil, 75007 Paris - Tél. 01 72 36 69 03 - justice.paix@cef.fr

Présidente : Sylvie Bukhari-de Pontual Évêque référent : Mgr Jacques Blaquart

Membres : Virginie Amieux - Maria Biedrawa - Catherine Billet - Pierre Blanc - Geneviève Colas - Cécile Dubernet - Patrice Dufour - Nayla Haddad - Marie-Noëlle Koyara - Sr Jeannette Londadjim - Dominique Quinio - P. Thierry Reveneau - Jean-Luc Rolland - Michel Roy - Dominique Serra-Coatanea - P. André Talbot - Philippe Zeller

Directrice de la publication : Sylvie Bukhari-de Pontual

Comité éditorial : Marc de Montalembert

Secrétariat de rédaction : Béatrix de Vareilles

Mise en page : Service Édition/Publication de la CEF

ISSN 1148-4705 - Dépôt légal : Juillet 2026

Impression : Saxoprint eurl, Asnières